

On peut également considérer un programme d'aide comme avantageux pour le pays qui l'accorde. Une relation suivie et satisfaisante née de l'établissement d'un programme d'aide peut renforcer les liens entre les pays concernés et leur rapporter des avantages à long terme dans des domaines aussi divers que le commerce, les investissements, la coopération industrielle et les échanges culturels. Lors de ma dernière visite en Afrique, j'ai pu constater les résultats des programmes substantiels d'aide que nous avons accordés à cette région du globe, et ce, tant sur le plan des avantages pour les pays bénéficiaires que du point de vue des relations amicales qui se sont établies entre le Canada et ces pays.

Ma deuxième question porte sur le montant que le contribuable canadien est prêt à déboursier pour les programmes d'aide.

Il pourrait sembler, compte tenu de nos propres difficultés économiques, que les Canadiens voudraient une réduction des sommes allouées à l'aide étrangère. Au contraire, j'ai constaté pour ma part un appui solide et croissant à cet égard. Dans les lettres que je reçois, on m'incite beaucoup plus souvent à faire plus pour les pays en voie de développement qu'on ne me presse d'en faire moins.

Les Canadiens sont des gens choyés. Notre pays est l'un des plus riche du monde tant par son niveau de vie que par ses ressources naturelles, notamment les denrées alimentaires et l'énergie, deux secteurs qui ont été l'objet des préoccupations mondiales au cours des dernières années. C'est pourquoi les Canadiens peuvent se permettre d'être généreux, et, selon mon expérience, ils ont tendance à l'être lorsqu'il s'agit de nos relations avec les pays du Tiers monde.

Mais il ne s'agit pas d'une simple question de générosité. Nous vivons dans un monde de plus en plus interdépendant. Le bien-être de pays développés tel le Canada tient de plus en plus au sort des pays en voie de développement; il est donc dans notre intérêt d'aider ces derniers. Les gouvernements de certains pays développés ont connu des pressions autarciques et isolationnistes qui les poussaient à restreindre ou à diminuer leurs programmes d'aide et à se concentrer exclusivement sur la recherche de solutions à leurs problèmes internes. Mais le Canada se doit d'être et est une nation ouverte sur l'extérieur, qui dépend des bonnes relations avec des pays de plusieurs parties du globe.

A mon avis, le public canadien reconnaît ces réalités et, par conséquent, appuie fermement l'orientation et l'expansion que connaît notre important programme d'aide à l'étranger.

A la question de l'appui aux programmes d'aide se lie celle de la participation du public à ces mêmes programmes.

Je souhaite, depuis quelque temps, une participation plus directe du public et des organismes non gouvernementaux au processus d'aide à l'étranger. C'est pourquoi nous facilitons et encourageons celle-ci. Depuis